

Sociétés et développement durable

Le programme met l'accent sur quelques enjeux fondamentaux pour les sociétés. Il convient de les étudier dans le contexte de la croissance démographique et dans la perspective du développement durable, c'est-à-dire répondant aux besoins des générations présentes sans compromettre la satisfaction de ceux des générations futures.

Les sociétés face aux risques

| Sujets d'étude | Une situation au moins | Orientations et mots-clés |
|----------------------------------|--|---|
| 4. Les sociétés face aux risques | <ul style="list-style-type: none"> - Un risque naturel dans un DOM-ROM ou en métropole - Le couloir de la chimie au sud de Lyon - Les inondations au Bangladesh | <p>On rappelle que les hommes peuvent être confrontés à des risques naturels et que leurs activités sont parfois à l'origine de risques technologiques. On analyse les facteurs de l'inégale vulnérabilité des hommes et des sociétés. On interroge la capacité de ces dernières à mettre en œuvre des politiques de prévention.</p> |

Bulletin officiel spécial n°2 du 19 février 2009

I. LE SUJET D'ÉTUDE

Définitions et problématiques

Risque, aléa, catastrophe : des notions à définir.

Près d'un tiers de la population mondiale vit dans des zones à risques. Le risque est une construction sociale : il n'y a risque que si des sociétés peuvent être affectées par des accidents d'origine naturelle ou technologique. Il se distingue de l'aléa qui est le facteur physique, industriel, technologique ou sanitaire à l'origine du risque.

Le risque additionne les idées de danger, de hasard et de perte : on peut le définir comme une potentialité de survenue d'un aléa qui affecterait un groupe social. C'est un danger potentiel qui, lorsqu'il survient, peut déboucher sur une catastrophe (réalisation d'un risque potentiel, à caractère exceptionnel, se traduisant par d'importants dégâts matériels et des pertes humaines).

Les hommes sont confrontés à différents types de risques :

- les **risques naturels** qui résultent d'aléas liés à la dynamique terrestre : séismes, éruptions volcaniques, cyclones, inondations, sécheresses... Certains de ces risques peuvent être causés ou aggravés par des activités humaines, comme l'érosion des sols, les avalanches ou les inondations ;
- les **risques industriels ou technologiques** liés aux usines, au transport et au stockage de matières dangereuses, au nucléaire : certains peuvent être cause d'accidents ou de catastrophes spectaculaires alors que d'autres relèvent davantage de la menace insidieuse et ont des effets à moyen et long terme. Ces risques sont de plus en plus nombreux et concernent les pays développés et les pays en développement.

Une vulnérabilité inégale face aux risques

La perception du risque varie dans le temps et dans l'espace ; ainsi elle est actuellement de plus en plus importante dans les pays développés où la prévision, la protection et la prévention se développent. Cependant le risque, qui nécessite une analyse systémique, reste difficile à évaluer, ce qui rend la prévention complexe.

La **vulnérabilité** exprime les préjudices potentiels aux personnes, aux biens et aux activités. La vulnérabilité des sociétés face aux risques est inégale : les zones de forte concentration de population, les régions ou les groupes sociaux à faibles revenus, les pays manquant de structures étatiques sont plus touchés par les conséquences des catastrophes.

Le sujet d'étude dans le thème général annuel

Gérer les risques dans une perspective de développement durable.

La question des sociétés face aux risques s'inscrit pleinement dans les problématiques du développement durable. En effet, **les inégalités dans la gestion des risques** et des catastrophes sont révélatrices des contrastes dans les niveaux de développement ; de plus, les catastrophes constituent souvent des freins au développement, en particulier pour les pays les plus pauvres.

La gestion des risques intègre les politiques d'aménagement et de développement à toutes les échelles territoriales (locale, régionale, nationale, internationale) et implique l'intervention de différents types d'acteurs (ONU, ONG, gouvernements, organismes publics, responsables locaux, entreprises...). Elle se traduit par des actions de prévision et de prévention. La **prévision** consiste à surveiller un aléa responsable du risque et à anticiper une éventuelle crise. La **prévention** constitue l'ensemble des mesures dont on dispose pour empêcher une catastrophe ou, si elle se produit, réduire ses effets et pour informer la population concernée. Au niveau mondial, c'est en 1994 qu'a eu lieu, sous l'égide de l'ONU, la première conférence sur la prévention des catastrophes. La déclaration de Hyogo pour 2005-2015 insiste sur la nécessité de développer une culture de la prévention des catastrophes à tous les niveaux, d'intégrer le risque dans la planification et la pratique du développement, de renforcer les capacités locales et nationales permettant de faire face aux catastrophes.

II. LES SITUATIONS

La situation étudiée parmi les trois proposées permet d'aborder, dans différents types de territoires, les trois grandes problématiques du sujet d'étude : la réalité du risque, le degré de vulnérabilité et les politiques de prévention.

– Un risque naturel dans un DOM-ROM ou en métropole

La France métropolitaine présente divers processus physiques et aléas, liés à la dynamique lithosphérique et à celle de l'atmosphère, qui sont source de risques : séismes, inondations, tempêtes, coups de froid, canicule, avalanches, mouvements de terrain... Cependant le territoire métropolitain n'est pas soumis à des processus récurrents et violents semblables à ceux qui affectent certains pays tropicaux soumis aux ouragans par exemple.

Par contre les départements d'outre-mer sont des espaces à risques où les aléas ont une fréquence et une intensité importantes. La Guadeloupe, la Martinique et la Réunion subissent des ouragans, des aléas volcaniques et sismiques ; les inondations y sont fréquentes. Pourtant ces îles sont fortement peuplées et la fréquentation touristique y est importante.

Un pays comme la France, sur son territoire métropolitain comme dans les DOM-ROM, a une bonne capacité de résilience, c'est-à-dire de retour à l'état initial après une catastrophe, ce qui est loin d'être le cas dans les pays en développement. La comparaison des DOM-ROM avec les territoires voisins, où le niveau de vie des populations est beaucoup plus faible, permet de souligner l'inégale vulnérabilité des populations face aux mêmes types de risques.

La responsabilité de la prévention des risques appartient essentiellement à l'État par l'intermédiaire de ses services déconcentrés ; des plans de prévention des risques (PPR) sont en vigueur depuis 1995 et désormais cette question est intégrée aux choix d'aménagement.

Les Antilles et la Réunion, qui conservent la mémoire de catastrophes dramatiques, ont développé une culture du risque plus importante que la métropole.

– *Le couloir de la chimie au sud de Lyon*

Le couloir de la chimie représente un risque industriel majeur en France. C'est un vaste complexe industriel qui s'étend sur une quinzaine de kilomètres en bordure de la vallée du Rhône au sud de l'agglomération lyonnaise. Il est surtout composé d'industries chimiques et pétrochimiques dont plus d'une dizaine d'installations classées Seveso.

Des produits pétroliers, du gaz, des produits chimiques... sont stockés à proximité des habitations et des voies de communication (voie ferrée et autoroute A7). S'il n'est plus possible de construire à proximité des sites potentiellement dangereux, plus de 400000 personnes vivent dans le couloir de la chimie.

Plusieurs accidents (catastrophe de la raffinerie de Feyzin en 1966, incendie du dépôt Shell au port de Lyon en 1987) ont eu lieu dans le passé et les pouvoirs publics ainsi que les industriels ont mis en place des plans d'intervention incluant l'organisation des secours.

– *Les inondations au Bangladesh*

Le Bangladesh est une terre à haut risque. C'est un pays au raz de l'eau : 90% de son territoire sont à moins de 30 m d'altitude. La crue des trois grands fleuves qui le traversent (le Gange, le Brahmapoutre et la Meghna), les grandes marées qui remontent des centaines de kilomètres à l'intérieur des terres, les cyclones provoquent des inondations catastrophiques. A peu près tous les ans de graves inondations surviennent à l'arrivée de la mousson et s'accompagnent bien souvent d'épidémies. Le Bangladesh est donc particulièrement menacé par une éventuelle remontée des eaux provoquée par le réchauffement climatique.

Le Bangladesh, pays très peuplé, aux fortes densités (1083 habitants /km²) présente une très grande vulnérabilité. Les 156 millions d'habitants, qui sont parmi les plus pauvres du monde, vivent en grande partie de la pêche et grâce à la fertilisation des terres agricoles par les crues. Ces éléments, combinés à des côtes basses et à la multitude des îlots à peine émergés, expliquent la gravité de catastrophes responsables de centaines de milliers de morts et de millions de sans abri.

Dans ce pays, au faible niveau de développement, la mise en place de mesures de prévention est difficile. Depuis les inondations de 1988, le gouvernement a entrepris la construction de digues, notamment pour protéger la capitale Dacca et a développé les dispositifs d'alerte et les programmes de préparation ; ces dispositifs ont des effets positifs mais ils restent largement insuffisants en regard des risques et de la vulnérabilité du pays.

BIBLIOGRAPHIE - SITOGRAFIE

- Veyret Yvette : *Géographie des risques naturels*, Documentation photographique n° 8023, 2001
- Veyret Yvette : *Le développement durable*, SEDES, 2007, quatrième partie (pages 215 à 284 : Risques et développement durable).
- *Les risques majeurs*, Aléas et enjeux, SCEREN, 2003. Voir en particulier le numéro 3 « les risques technologiques » (étude de cas sur l'incendie du dépôt Shell au port E. Herriot de Lyon en 1987) et le numéro 10 « DOM-TOM et risques majeurs » (étude de cas sur la Réunion et documents sur les Antilles et l'éruption de la montagne Pelée).
- *Face aux risques*, DVD, SCEREN-CNNDP, 2006

- Pôle national de compétence « Éducation au développement durable », Site du Crdp d'Amiens,
<http://crdp.ac-amiens.fr/edd2>
- Site de la Cité des sciences, « *Recherche et Outre-mer* », accès en particulier aux Atlas communaux des risques naturels de la Martinique et de la Guadeloupe,
<http://www.cite-sciences.fr/outre-mer/OUTREMER/UNE/une.php>
- Site de l'Institut des risques majeurs (IRMA-Grenoble),
www.irma-grenoble.com
- Site Géoconfluences, article « Risques et sociétés »
<http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/transv/Risque/RisqueScient.htm#1>
- Site national dépendant du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT) sur la prévention des risques majeurs
<http://www.prim.net/home.htm>
- Site de l'Institut français de l'environnement (IFEN), service du MEEDDAT,
www.ifen.fr